

Chaque année, il se gaspille beaucoup d'énergie, parce que nos jeunes de 18 à 24 ans, qui ont plus d'instruction que les générations antérieures, n'ont pas de travail, ne produisent pas. Si le régime actuel de production était alimenté par une finance saine et conforme aux réalités, il nous permettrait de réaliser tout cela.

Pour soutenir la production et assurer un plus grand bien-être à tous les Canadiens, le gouvernement devrait adopter la motion présentée par le député de Lotbinière (M. Fortin), qui vise à soutenir la demande globale par l'augmentation du pouvoir d'achat, surtout entre les mains des classes de la société qui en ont le plus besoin.

Au cours de ce débat, l'honorable ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (M. Lang) nous a fait l'éloge des programmes présentement en vigueur. Il a dit qu'il fallait avoir foi et confiance en l'avenir.

Nous avons bien foi et confiance en l'avenir, mais les programmes qui ont été présentés jusqu'ici n'ont pas suffi à accorder aux jeunes le travail qui leur permettrait de gagner leur vie ou de mettre à la disposition du pays leur talent et l'instruction que nous avons consenti à leur donner au prix de nombreux sacrifices.

● (9.20 p.m.)

[Traduction]

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, je suis heureux de l'occasion qui m'est donnée, en ce «jour prévu», de prendre la parole sur le sujet du chômage de la jeunesse. Malgré certaines réserves, je félicite le parti créditiste d'avoir porté ce sujet à l'attention de tous les Canadiens en le soulevant à la Chambre. Nous reconnaissons tous la gravité de la situation du chômage chez les jeunes, mais j'ai l'intention de faire quelques observations au sujet de la mise en valeur des ressources de la jeunesse de notre pays qui, s'il s'en préoccupait quelque peu, parviendrait à enrayer cette maladie du chômage dont nous sommes atteints.

Ce gouvernement ne cesse de répéter avec ostentation que l'opposition n'a pas eu la force de proposer des solutions de remplacement à ses programmes. Le gouvernement nous a demandé d'avancer des idées susceptibles de l'aider à élaborer une politique de relèvement national. Mais, malheureusement, une fois de plus le gouvernement emploie des mots vides de sens pour en retirer des avantages politiques, au lieu de respecter sa promesse de se servir du Parlement pour améliorer le sort des 22 millions de Canadiens, jeunes et vieux.

A deux reprises au cours du mois dernier, j'ai pris la parole à la Chambre pour faire des suggestions sensées sur la façon de venir à bout du chômage chez les jeunes. Une fois, j'ai demandé au ministre de la Défense nationale (M. Macdonald) s'il ne songerait pas à rétablir un programme spécial de formation militaire, semblable à ceux que le gouvernement conservateur-progressiste adoptait en 1961 pour remédier au chômage. En même temps, on a offert à des jeunes citoyens partout au Canada la formation nécessaire pour contribuer au

programme de défense civile qui occupait un rang prioritaire dans l'esprit de nos militaires à l'époque.

Malheureusement, le ministre s'en fiche; il a fait fi d'une suggestion que je lui faisais respectueusement et en toute sincérité. Pourtant, j'ai tout simplement exposé l'attitude du gouvernement envers le régime parlementaire et envers les idées et les suggestions valables qui pourraient émaner de l'opposition officielle.

Dans mon exposé en réponse à l'Adresse au discours du trône, j'ai suggéré la création d'un ministère de la jeunesse qui, d'après moi et de nombreux Canadiens, devrait venir en priorité. Il est évident que dans le passé nous avons négligé la jeunesse du pays qui pourtant prépare nos futurs chefs. Cette négligence a suscité l'esprit d'hostilité et de rébellion actuel. Nous aurions pu au contraire réaliser la participation qui nous aurait finalement permis d'atteindre notre objectif de progrès national en mettant à contribution l'initiative de notre jeunesse.

La provenance de nos chefs a échappé à nos pseudos leaders. Je pense aux régions reculées du pays qui sont toujours négligées selon le principe académique qu'il faut à tout prix aller chercher les habitants des régions reculées du Canada pour les entasser dans des villes comme Montréal, Toronto et Vancouver. Il me paraît étrange que le gouvernement actuel puisse au pied levé, trouver les fonds nécessaires pour permettre à quelques-uns de nos meilleurs athlètes de concourir afin que le petit nombre puisse gagner quelques médailles, alors que les milliers qui vivent dans les régions reculées du Canada ne peuvent obtenir les quelques sous qui leur permettraient de se développer physiquement. Pourquoi chercher des médailles d'or pour le petit nombre quand, au même prix, nous pourrions assurer le développement de la majorité qui contribuera au mieux être de nos citoyens à l'avenir.

Tôt ou tard, monsieur l'Orateur, il nous faudra comprendre que la nation canadienne doit reconnaître la valeur de toute sa jeunesse. Au lieu de nous concentrer, avec notre esprit routinier, sur l'idée que les villes plus riches peuvent produire les champions que nous cherchons, nous devrions reconnaître la valeur du développement de toute la jeunesse. Au lieu d'Information Canada, nous devrions établir un service de développement de la jeunesse canadienne. Ne gaspillons pas le talent de nos jeunes des régions éloignées du pays simplement parce qu'ils n'ont pas l'avantage de vivre dans les provinces plus riches.

Nous avons vu des exemples d'hostilité et de révolte dans la province de Québec. Nous en avons vu les résultats—l'assassinat de ceux qui étaient voués à la protection de notre nation. Pourtant, nous ne reconnaissons pas ce pour quoi nous autres députés, avons lutté, l'importance de la protection de notre société, que nous soyons Français ou Anglais, ou de quelqu'autre groupe ethnique du pays.

La plupart des Canadiens ont appuyé la décision prise par le gouvernement dans l'intérêt de la protection de notre société fédérale. L'avenir de la nation dépend de notre jeunesse. Consacrons une partie de la masse de